

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/UKR/77

17 avril 2000

(00-1549)

Groupe de travail de l'accession de l'Ukraine

Original: anglais

GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DE L'UKRAINE

Aide-mémoire concernant les procédures douanières d'entrée à la frontière ukrainienne

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC a communiqué au Secrétariat l'information ci-après concernant les procédures douanières d'entrée à la frontière ukrainienne (Dédouanement des exportations, des importations et des marchandises en transit).

Au titre de la Résolution n° 52 du 23 janvier 1997 du Conseil des ministres de l'Ukraine sur les procédures applicables aux prélèvements obligatoires perçus à l'importation de certains types de marchandises (telle qu'elle a été modifiée) et de l'Arrêté n° 267 du 4 avril 1998 du Comité des douanes de l'Ukraine sur la ratification des procédures de contrôle concernant l'importation en Ukraine de certains types de marchandises, enregistré le 21 mai 1998 sous le n° 339/2779 auprès du Ministère de la justice de l'Ukraine (tel qu'il a été modifié par les arrêtés n° 770 du 11 novembre 1998 et n° 368 du 16 juin 1999 du Comité des douanes de l'Ukraine), la déclaration préliminaire en douane des marchandises assujetties à l'accise doit être remplie préalablement à l'entrée sur le territoire douanier ukrainien de certains types de marchandises, comme il est spécifié dans l'Addendum à la Résolution susmentionnée, qui sont importées en Ukraine par des entreprises et des entrepreneurs ukrainiens (exerçant des activités économiques). Une déclaration du droit d'accise doit être remplie au bureau de douane sur le territoire duquel l'entreprise ou l'entrepreneur – importateur de telles marchandises – est inscrit.

Selon le mode de transport utilisé, et à l'exception de l'expédition par chemin de fer, une déclaration préliminaire en douane des marchandises doit être remplie au moment de l'importation en Ukraine de certaines marchandises spécifiées dans la liste spéciale établie par le Comité des douanes de l'Ukraine et ce, aux bureaux de douane sur le territoire desquels les importateurs sont inscrits auprès des autorités nationales d'enregistrement. Après avoir rempli une déclaration du droit d'accise et une déclaration préliminaire en douane des marchandises, tous les paiements et droits prescrits sont imposés – droits de douane, taxe à la valeur ajoutée, droit d'accise et redevances pour opérations douanières.

Lorsque sera remplie une déclaration en douane pour des marchandises assujetties à un régime d'importation temporaire, d'entreposage ou d'admission en franchise, les montants qui avaient été versés à la suite de la déclaration du droit d'accise ou de la déclaration préliminaire en douane des marchandises, au bureau de douane sur le territoire duquel l'importateur est inscrit, seront, sur demande, remboursés à l'importateur ou seront portés à son crédit en vue de paiements futurs.

À l'entrée de certains types de marchandises, dont la liste est définie et modifiée par le Comité des douanes de l'Ukraine, un intermédiaire financier indépendant peut offrir une garantie financière (cautionnement) que les marchandises seront définitivement expédiées à un bureau de douane désigné

d'une façon analogue à celle prescrite par le Règlement sur la fourniture par des intermédiaires financiers indépendants de garanties financières (cautionnement) aux bureaux des douanes concernant l'expédition garantie de marchandises aux bureaux des douanes désignés, ratifié par la Résolution n° 1216 du 4 novembre 1996 du Conseil des ministres de l'Ukraine.

La liste des marchandises admises sur la base d'une déclaration préliminaire en douane des marchandises est approuvée par l'Arrêté n° 436 du 27 juillet 1998 du Comité des douanes de l'Ukraine sur l'adoption de la liste des marchandises admises sur la base d'une déclaration préliminaire en douane des marchandises, enregistré auprès du Ministère de la justice le 12 août 1998 sous le n° 506/2946.

L'Arrêté n° 771 du 8 décembre 1998 du Comité des douanes de l'Ukraine, enregistré auprès du Ministère de la justice le 22 janvier 1999 sous le n° 42/3335, approuve la procédure de contrôle des expéditions de marchandises aux bureaux de douane désignés. Cette règle régit le passage des marchandises et d'autres articles assujettis au contrôle douanier qui sont expédiés d'un bureau de douane ukrainien à un autre par toute personne physique ou morale.

La procédure susmentionnée a instauré l'exigence de fournir les avis préliminaires et les versions électroniques de ces avis afin de vérifier les expéditions de marchandises qui sont entrées sur le territoire douanier ukrainien et qui sont déplacées pour quelque raison que ce soit, à l'exception du transit, et pour lesquelles aucune déclaration du droit d'accise et aucune déclaration préliminaire en douane des marchandises n'ont été remplies. La façon de fournir ces avis préliminaires est déterminée par le Comité des douanes de l'Ukraine. Les droits de douane ne sont pas calculés ni versés pour les marchandises dédouanées par des avis préliminaires.

L'avis préliminaire et sa version électronique, qui sont remplis, de la façon prescrite, avant l'importation des marchandises, sont déposés à un bureau de douane sur le territoire duquel une personne morale est inscrite ou située, ou sur le territoire duquel habite la personne physique à l'adresse de laquelle les marchandises sont expédiées, c'est-à-dire à un bureau de douane désigné.

Dans certains cas, selon les caractéristiques commerciales de la personne morale ou physique à l'adresse de laquelle les marchandises sont expédiées, il est permis de remplir un avis préliminaire et, ensuite, une déclaration en douane des marchandises au titre du régime douanier déclaré qui est appliqué sur le territoire d'un bureau de douane autre que celui sur le territoire duquel la personne morale est inscrite ou située, ou sur le territoire duquel la personne physique habite. Dans un tel cas, l'avis préliminaire est rempli au titre des lettres d'entente entre le bureau de douane sur le territoire duquel la personne morale ou physique est inscrite et le bureau de douane par lequel les marchandises sont entrées au pays. Dans un cas comme celui-ci, l'avis préliminaire et la déclaration en douane des marchandises doivent être traités par un seul bureau de douane.

La Loi ukrainienne n° 1212-XIV du 4 novembre 1999 instaure un droit unique qui sera imposé au point d'entrée sur le territoire douanier ukrainien.

Le droit unique qui est imposé au point d'entrée sur le territoire douanier ukrainien inclut donc des droits qui, au titre de la loi ukrainienne, sont imposés pour le contrôle douanier, sanitaire, vétérinaire, phytosanitaire, radiologique et environnemental ou pour la vérification, de même que des droits d'utilisation des autoroutes applicables aux camions, aux voitures, aux véhicules automobiles, aux mécanismes et aux autres moyens de transport utilisés sur les autoroutes ukrainiennes.

Ce droit est payé en un versement unique au moment du transit, de l'exportation ou de l'importation des marchandises, d'après une facture uniforme ou un document de paiement.

Les taux du droit unique qui est imposé au point d'entrée sur le territoire douanier ukrainien sont approuvés par les lois ukrainiennes après avoir été présentés par le Conseil des ministres, sont libellés en euros et ne peuvent être modifiés au cours de l'exercice budgétaire.

Le droit unique qui est imposé au point d'entrée sur le territoire douanier ukrainien est payé en monnaie ukrainienne, au taux de change officiel de la Banque nationale d'Ukraine en vigueur le jour du paiement.

Les droits qui sont imposés, en application de la loi ukrainienne, pour le contrôle douanier, sanitaire, vétérinaire, phytosanitaire, radiologique et environnemental ou pour la vérification ne peuvent dépasser les coûts réels engagés au titre de ce contrôle ou de cette vérification.

Les taux du droit unique imposé au point d'entrée sur le territoire douanier ukrainien sont fixés (indépendamment de la quantité ou de la désignation des marchandises) selon le volume des marchandises expédiées, soit le volume d'une semi-remorque ou d'un wagon de train rempli de marchandises, si cela représente le volume des marchandises expédiées, ou le volume d'un gros conteneur de fret rempli de marchandises, si cela représente le volume des marchandises expédiées.

Le Comité des douanes de l'Ukraine est investi de l'autorité de coordonner les activités des organismes d'État responsables du prélèvement des droits aux points d'entrée sur le territoire douanier ukrainien.

Les procédures de dédouanement des marchandises à leur entrée sur le territoire douanier sont compliquées par le fait que le travail effectué dans les bureaux de douane dépend de la mesure dans laquelle les activités d'un certain nombre d'organismes de contrôle (certification des produits, contrôle vétérinaire, phytosanitaire, environnemental et contrôle des devises, etc.) sont bien organisées. Les règles des organismes exigent que les documents pertinents soient présentés conformément aux lois applicables, et la présentation de ces documents est un préalable indispensable au dédouanement de certains types de marchandises.

Au titre de la Résolution n° 593 du 14 avril 1999 du Conseil des ministres de l'Ukraine sur la promotion des activités économiques extérieures, l'Arrêté n° 411/488/357 du 7 juillet 1999 pris conjointement par le Comité des douanes de l'Ukraine, le Ministère des relations économiques extérieures et du commerce et l'Administration fiscale de l'Ukraine, a promulgué les critères d'évaluation et les procédures de détermination des entreprises – résidents ukrainiens auxquels s'applique le régime de promotion des activités économiques extérieures. Ils visent à simplifier les procédures de dédouanement.
